le peuple.VS

Numéro 231
Juin 2026



JAB CH-1950 Sion 1
LA POSTE

Ecône et les extrêmes droites valaisanne et française 4

Touche pas à mes dimanches ! 8

Le Valais et la Suisse refusent l'initiative raciste de l'UDC. Mais est-ce vraiment une victoire ? Quand 45 % du peuple approuve un texte aux relents fortement xénophobes, peut-on réellement se réjouir ? L'essentiel est sauf, l'initiative a été refusée, massivement dans les villes, beaucoup moins dans les campagnes. La propagande de l'extrême droite qui instrumentalise chaque fait divers à des fins électoralistes n'aura pas suffi. Mais il serait naïf de penser que tout ceci est derrière nous. L'UDC impose son agenda année après année en stigmatisant sans cesse les mêmes personnes. Ce parti empoisonne le débat public sans chercher à résoudre les problèmes persistants dans notre pays : l'explosion des loyers, le blocage des salaires, la précarité grandissante, la hausse continue des primes maladies, les difficultés d'accès aux soins et le démantèlement des services publics. Il est urgent de rompre avec cette dynamique infernale.

L'UDC jubile déjà. En parvenant à rallier 45 % des votants le 14 juin, l'extrême droite confirme sa dangereuse force de frappe : elle sait désormais que ses arguments ont réussi à mordre sur l'électorat du centre, normalisant ainsi ses thèses. Et c'est

Suite en page 2

Edito



tout l'objectif de ce genre d'initiatives, banaliser et normaliser son agenda politique profondément xénophobe. C'est également une stratégie de diversion de l'élite du parti, pas très agrarienne. En effet, à l'origine de cette initiative, on retrouve des personnes comme Thomas Aeschi, Marco Chiesa ou encore Thomas Matter, des banquiers, des patrons et des propriétaires. Comme le résume le média indépendant Ragekiit, lorsque l'UDC dépense des centaines de milliers de francs pour parvenir à lancer une initiative, ce qu'ils se paient ensuite c'est un tunnel médiatique national. Toute la société est obligée de se prononcer sur un sujet qui n'en est pas. Même en s'opposant clairement, nous sommes toutes et tous contraints de nous positionner et donc de donner du crédit à des projets de sociétés insensés. Pendant que l'UDC met la faute sur les étrangers pour les logements inabordables, ils occultent volontairement leur responsabilité dans ces crises du logement. Parce que qu'est-ce qui détermine le prix des loyers ? Les rendements immobiliers, le droit du bail, la spéculation ou la pénurie organisée. Pourquoi l'UDC ne s'attaque-t-elle jamais aux vraies causes de la crise du logement ou des bas salaires ? Parce qu'au parlement, ses élu·es sont là pour défendre les intérêts des patrons et des propriétaires – quand ils ne le sont pas eux-mêmes. Ils votent de concert avec les milieux économiques en coulisses, puis lancent des initiatives populaires pour désigner les personnes migrantes comme uniques boucs émissaires. C'est leur vision de la démocratie : détourner un outil citoyen pour masquer une politique servile envers le capital et rejeter la responsabilité des crises sur les personnes issues de l'immigration.

Face à ces pratiques insupportables, il est temps de faire front et de s'unir. Il est temps d'affirmer plus clairement les positions de gauche, profondément antiraciste, antifasciste et humaniste. Il est temps de s'affranchir des positions molles de la droite économique qui voyait en cette initiative uniquement un problème de main-d'œuvre, réduisant les personnes issues de l'immigration comme une simple marchandise. C'est cette vision utilitariste qui a conduit aux politiques de quotas et aux saisonniers dans les années 70 avec les conséquences que nous connaissons. Comme le soulignait le syndicaliste Dario Loprено, le seuil des 10 millions était un piège politique. En frôlant la majorité, l'UDC légitime son rôle de « gardien » de la démographie et s'offre un levier parfait pour exiger des durcissements immédiats lors des prochains débats parlementaires sur l'asile ou les contingents.

Face aux discours de division et à la rhétorique de la peur, notre réponse ne doit être ni le repli xénophobe, ni l'utilitarisme comptable. Pour briser définitivement l'offensive de l'extrême droite, il est urgent de mener une contre-offensive globale : en réinvestissant massivement dans nos services publics pour garantir le droit au logement et à la santé, en unissant l'ensemble des travailleurs·euses contre la précarisation, et en élargissant les droits politiques à toutes celles et ceux qui font vivre notre pays. L'avenir du Valais et de la Suisse ne se construira pas en érigeant des frontières ou en triant les êtres humains selon leur rentabilité, mais en fondant notre modèle sur la justice sociale, la solidarité et l'égalité stricte des droits. Seule cette riposte idéologique permettra de désarmer la xénophobie et d'ouvrir la voie à un avenir commun inclusif.

Yoann Bodrito,
rédacteur en chef



En septembre, restons mobilisé·es !



En mars, nous étions nombreuses et nombreux à craindre le pire face à l'initiative anti-SSR. Le 14 juin, le suspens a perduré jusqu'au bout face à la dangereuse initiative « pas de Suisse à 10 millions ». Heureusement, grâce à notre engagement sans faille ainsi qu'à celui de toutes les personnes attachées aux valeurs de solidarité et d'ouverture, nous l'avons emporté.

Ces victoires ne sont pas tombées du ciel : elles sont le fruit du travail patient mené sur le terrain, sur les réseaux et lors d'innombrables discussions et événements. Mais le repos n'est pas de mise. En septembre, nous devrons remettre l'ouvrage sur le métier. Une nouvelle initiative de l'UDC, tout aussi dangereuse, nous attend dans les urnes.

NON à l'initiative pro-Poutine

L'« initiative sur la neutralité » est en réalité une initiative pro-Poutine. Christoph Blocher l'a lancée en réaction aux sanctions prises contre le régime de Vladimir Poutine, avec pour objectif d'interdire toute sanction suisse à l'encontre des grandes puissances. La Suisse deviendrait ainsi le seul pays d'Europe où lui et ses amis milliardaires pourraient faire des affaires avec des Etats qui violent le droit international. La guerre d'agression illégale contre l'Ukraine serait alors financée depuis la Suisse. C'est pourtant précisément quand ces dirigeants autocratiques occupent le devant de la scène que la Suisse doit se ranger du côté du droit international et de la démocratie. Plusieurs raisons doivent nous pousser à la rejeter catégoriquement.

Une alliance avec les criminels de guerre

L'initiative veut interdire à la Suisse d'imposer des sanctions contre le régime de Vladimir Poutine et d'autres criminels de guerre – les sanctions existantes devraient même être levées. La Suisse deviendrait ainsi une alliée active de la guerre d'agression illégale menée contre l'Ukraine. Elle serait le seul pays d'Europe où les oligarques proches de Poutine pourraient faire des affaires et financer leur guerre. Ce n'est pas de la neutralité, mais un soutien actif à une agression illégale.

Un détournement de la neutralité suisse

La neutralité ne doit pas être synonyme d'irresponsabilité, mais d'engagement en faveur de la paix et du droit international. Détourner le regard pendant que Poutine bombarde l'Ukraine, ce n'est pas être neutre. En tant que petit pays, la Suisse a tout intérêt à ce que le monde soit régi par des règles claires et non par la loi du plus fort. C'est pourquoi elle doit se ranger du côté de la démocratie et de l'État de droit.

La neutralité ne doit pas être synonyme d'irresponsabilité, mais d'engagement en faveur de la paix et du droit international.

Des transactions douteuses au détriment de vies humaines

Gagner des milliards avec le pétrole de Poutine et dissimuler dans nos coffres l'argent des oligarques : voilà exactement ce que veut au final l'initiative de Christoph Blocher. Alors que toute l'Europe l'interdit, la Suisse deviendrait un repaire



pour les spéculateurs de guerre. Nous ne devons pas être le seul pays d'Europe à ouvrir ses portes aux autocrates, aux oligarques et aux dictateurs – et donc à contribuer indirectement à la souffrance de milliers de gens.

Comme en mars et en juin, c'est par notre engagement collectif que nous ferons la différence. Toutes et tous, nous devrons porter ce combat pour infliger une troisième défaite à l'UDC et à ses idées nauséabondes en 2026. Ensemble, disons NON à l'initiative pro-Poutine !

Clément Borgeaud, président du PSVR

Le mot du Président



Ecône et les extrêmes droites valaisanne et française

Depuis quelques mois, la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX) d'Ecône fait à nouveau parler d'elle. En effet, elle prévoit une grande manifestation du 29 juin au 1er juillet. La raison ? le sacre de quatre nouveaux évêques issus de la fraternité contre la volonté du Vatican qui menace la FSSPX d'excommunication.

Si les querelles théologiques ne nous intéressent pas nécessairement, un tel évènement est l'occasion de revenir brièvement sur l'histoire de la FSSPX, plus particulièrement sur ses liens avec les extrêmes droites valaisanne et française.

En 1968, ce sont des politiciens influents de l'aile droite du PDC, le conseiller d'Etat Guy Genoud et le procureur du Bas-Valais Roger Lovey qui rachètent le domaine d'Ecône. Ils permettent ensuite à Mgr Lefebvre d'y établir le séminaire de la FSSPX en 1970. Refusant les conclusions du concile Vatican II, ce dernier s'attèle à maintenir un catholicisme traditionnaliste s'opposant de plus en plus frontalement à Rome. Au cours



des années 1970 et 1980, Lefebvre ordonne des dizaines de prêtres, ces cérémonies sont l'occasion pour les traditionnalistes de Suisse et d'ailleurs de se réunir. En 1977, on retrouve dans leur rang de nombreux militants de l'extrême droite française : anciens militaires, nostalgiques du temps des colonies, du sabre et du goupillon, anticommunistes regrettant que Vatican II ait ouvert la porte « aux marxistes dans l'Eglise » et qu'il soit l'œuvre de prêtres progressistes ayant « contribué à saigner l'Algérie française »[1].

Lefèbvre, déplorant que l'Eglise « entre en communion avec tous [ses] ennemis [...] hérétiques, schismatiques, communistes, francs-maçons », finit par ordonner des évêques sans l'accord du Vatican en 1988 (ce que la FSSPX s'apprête à répéter). En conséquence, le pape Jean Paul II (que l'on peut difficilement qualifier de gauchiste) prononce l'excommunication de la fraternité.

En effet, c'est le RR qui invite Jean-Marie Le Pen, leader du Front National, à donner une longue conférence à l'aula du collège de la Planta en novembre 1984.

En parallèle, l'aile la plus droitière du PDC reste très liée au séminaire d'Ecône et s'organise à travers deux mouvements notables. D'abord le Renouveau rhodanien (RR) dès 1981, servant de base à la construction idéologique de cette nouvelle droite valaisanne. Puis, en 1985, Lovey, Genoud, mais aussi René Berthod (enseignant à Orsières très influent au sein du RR) fondent le Mouvement conservateurs et libéral valaisan interne au PDC. Ces deux organisations promeuvent une idéologie basée sur un ordre naturel religieux profondément antidémocratique. Elles appellent à une régénération morale de la société qui s'est affaiblie avec l'affaissement de l'ordre naturel[2]. L'introduction de l'égalité entre époux en 1985 est notamment pointée du doigt comme une preuve de l'effondrement de l'autorité dans la famille et donc de l'ordre naturel. C'est là une idéologie d'extrême droite profondément réactionnaire. Les liens entretenus avec Ecône ne sont donc pas surprenants, tout comme ceux entretenus avec l'extrême droite française. En effet, c'est le RR qui invite Jean-Marie Le Pen, leader du Front National, à donner une longue conférence à l'aula du collège de la Planta en novembre 1984.

En bref, la proximité entre Ecône, l'extrême droite valaisanne et l'extrême droite française à la fin du XXe siècle devrait nous pousser à garder un œil sur la manifestation organisée en juin-juillet 2026.

Malo Délèze

[1] Voir le Temps présent du 8 septembre 1977, « Les croisades Monseigneur Lefebvre »,

[2] Voir Isabelle Raboud, *Temps nouveaux, vents contraires.*

NOG7 : qui sont les véritables casseurs ?



Une fois n'est pas coutume, le débat public a été confisqué par une indignation sélective.

La presse et une grande partie de la classe politique ont focalisé leur attention sur les dégâts matériels subis par des multinationales et des institutions financières complices de génocide ou d'évasion fiscale, occultant ainsi totalement les enjeux politiques et sociaux portés par les manifestant·es.

Dimanche 14 juin, entre 30'000 et 50'000 personnes avaient bravé le climat répressif instauré par l'Etat de Genève pour descendre dans la rue et dénoncer les politiques impérialistes des grandes puissances occidentales. Cette année, le traditionnel 14 juin de la grève féministe est devenu le point d'ancrage d'une alliance historique. Pour répondre à l'appel à la convergence des luttes lancé par les collectifs féministes, plus de 70 organisations politiques, syndicales et sociales ont convergé pour dénoncer ensemble le sommet du G7 à Evian. Travailleur·euses, étudiant·es, retraité·s, familles, tout le monde était réuni pour s'opposer à cette politique capitaliste destructrice du vivant.

Dans des rues militarisées par la police, la foule a pu crier sa colère et rendre hommage aux peuples luttant pour leurs survies. De la Palestine au Congo, de Cuba au Soudan en passant par le Venezuela, les drapeaux étaient agités de partout. Cette manifestation a également été l'occasion de rendre hommage à Jean Ziegler, qui nous a quittés quelques jours avant le sommet. Un sommet qu'il méprisait plus que tout tant sa vie aura été faite de luttes contre les politiques dominatrices occidentales sur le Sud global.

Si la manifestation a pu aller à son terme, les participant·es ont lourdement fait les frais de la dérive répressive orchestrée par le canton de Genève et la Confédération. Pas moins de 4000 militaires encerclaient la cité de Calvin, épaulés par des forces de police venues de toute la Suisse, de France et d'Allemagne. Entre les contrôles d'identité systématiques et répétés avec confiscation de matériel médical – menés jusqu'en Valais dès le dimanche matin –, les drones et le ballet des hélicoptères, cet arsenal disproportionné n'avait qu'un seul but : étouffer la contestation politique.

Non contentes d'avoir gazé la foule à plusieurs reprises, les forces de l'ordre ont pris en otage arbitrairement plus de 250 personnes pendant toute une nuit. Après avoir déployé l'artillerie lourde et alimenté une paranoïa sécuritaire, le bras armé de l'Etat – visiblement frustré de n'avoir à déplorer que quelques vitrines brisées – s'en est donné à cœur joie. Organisateurs, badauds et touristes ont ainsi été nassés et arrêtés, sans le moindre motif légal.

Ce n'est pas un hasard si Amnesty International épingle régulièrement la Suisse et sa police. Dimanche 14 juin, comme c'était déjà le cas lors de manifestations contre le génocide à Gaza l'an dernier, la police a abusé de ses droits et a agi de manière totalement disproportionnée. Cette stratégie autoritaire s'appelle le « chilling effect » : utiliser l'arbitraire policier comme une arme psychologique pour intimider la population, ficher les citoyen·nes et paralyser durablement tout désir de contestation.



© kritischesfotografiekollektiv

Il n'est pas inutile de rappeler que condamner la casse est hypocrite tant qu'on ne condamne pas la violence systémique qui la fait naître. C'est Martin Luther-King qui disait que « l'émeute est le langage de ceux qui ne sont pas entendus ». En ce mois de juin, la coalition NOG7 a permis de donner un souffle nouveau à la contestation populaire en servant de première étape essentielle dans la refondation d'une large dynamique contestataire à l'échelle mondiale. C'est en faisant front commun contre la logique capitaliste et la montée du fascisme que nous parviendrons à construire une alternative de vie digne et égalitaire pour toutes et tous.

Yoann Bodrito



Retour sur la session de juin 2026

La session de juin 2026 du Grand Conseil aura, pour l'essentiel, consisté en l'analyse des comptes de l'Etat du Valais. Années après années nous assistons à la même rengaine, à savoir peindre le diable sur la muraille au moment des budgets et finalement, clôturer avec un excédent au moment des comptes.

La situation comptable du Canton est bien meilleure qu'attendue. Au lieu de puiser 63 millions dans les fonds de réserve comme le prévoyait le budget 2025, l'Etat a pu, au contraire, mettre de l'argent dans ces fonds, pour un total de 61 millions. Alors que l'Etat engrange les bénéfices, de nombreuses personnes en Valais peinent à boucler leur fin de mois, se demandent comment payer leur prime d'assurance maladie ou ne peuvent faire face à une dépense imprévue. Il serait indécent de cautionner une politique qui favorise les nantis au détriment de services publics forts, de projets visant à réduire les inégalités sociales ou d'une meilleure accessibilité à la santé par exemple. C'est pour cette raison que le groupe socialiste a rejeté les comptes 2025 du Canton du Valais.



Notons encore que seul le groupe PS a refusé les comptes. Tout le camp bourgeois ainsi que les Vert.e.s ont accepté les comptes tels que présentés même si certains groupes ont tout de même relevé le faible niveau d'investissements. La politique, en particulier au niveau de l'exécutif, ne devrait-elle pas prévenir plutôt que guérir ? Certains groupes ont relevé les coûts à venir en lien avec les catastrophes naturelles qui ne risqueront pas de manquer dans les années à venir en lien avec le dérèglement climatique et le réchauffement particulièrement rapide du canton.

Décret en faveur des victimes de Crans-Montana

Le parlement a voté à l'unanimité le décret en faveur des personnes touchées par l'incendie de Crans-Montana. Cette décision constitue un geste fort de solidarité envers les personnes concernées et illustre la capacité du Valais à réagir rapidement et de manière unie dans des situations exceptionnelles.

Loi sur la promotion économique

La nouvelle loi sur la promotion économique était également à l'ordre du jour de la session. Nous avons défendu une promotion économique qui crée réellement des emplois de qualité et renforce la valeur ajoutée pour notre région – pas une politique qui profite aux plus fortuné·e·s de notre Canton. La majorité bourgeoise a préféré un projet néolibéral, taillé pour les intérêts du capital plutôt que pour les travailleuses et les travailleurs, sans contrepartie sociale digne de ce nom.

Face à ce déséquilibre, le Groupe socialiste a logiquement rejeté cette loi.

Loi modifiant des actes législatifs concernant la justice

Nous saluons les avancées obtenues dans la réforme de l'organisation judiciaire, notamment l'interdiction des doubles mandats de membre du Conseil d'Etat et de parlementaire fédérale ainsi que l'amélioration des possibilités pour les juges d'exercer leur fonction à temps partiel. Nous avons aussi plaidé pour une justice la plus indépendante et dépolitisée possible.

Cependant, nos revendications n'ayant pas trouvé de majorité, le Groupe a rejeté le projet de loi.

La session de juin a une nouvelle fois mis en évidence, que les défis du Canton ne pourront être relevés par de nouvelles baisses d'impôts, mais nécessitent un Etat fort et capable d'agir en anticipant au mieux les dépenses à venir.

Les départs

Relevons encore que cette session fut marquée par le départ de notre camarade Patricia Constantin après quinze années au service de nos concitoyen.ne.s en tant qu'élue du district d'Hérens au Grand Conseil valaisan. Merci à elle pour toutes ces années d'engagement, de

combats menés avec force et vigueur, en particulier lors de son année présidentielle 2025 qui fut marquée par la catastrophe de Blatten et le drame de Crans Montana.

Après cinq années d'engagement, cette session a aussi été marquée par le dernier mandat de Sarah Constantin à la tête du groupe. Merci et bravo à elle pour son leadership, son sens de l'organisation, sa persévérance et l'abnégation qu'exige cette fonction. Merci également pour ses discours empreints d'authenticité, d'engagement et de valeurs politiques claires.

Félicitations et bon travail à Emilie Teixeira Perren et Paola Riva Gapany, élues à l'unanimité du Groupe, pour les postes de cheffe et vice-cheffe de groupe.

Johanne Guex, députée-suppléante

Vie politique valaisanne

Les Valaisan·nes voteront sur l'aéroport

Le référendum cantonal contre la mise en œuvre de la Loi sur la société de gestion et d'exploitation de l'aéroport de Sion a abouti, ayant réuni les 3000 signatures nécessaires. Les signatures seront remises à la Chancellerie cantonale, le 1er juillet.
Adoptée en mars par le Grand Conseil, la loi sur la cantonalisation de l'aéroport de Sion vise à tripler les vols commerciaux et à attirer la clientèle des jets privés. Pourtant, l'infrastructure perd déjà 3 millions de francs par an, perpétuant une série d'échecs et d'investissements à fonds perdus entamée dans les années 1990.
Face à la pression sur les finances publiques, faire payer toutes les communes valaisannes pour un projet qui ne profite qu'à une minorité peut paraître questionnable. Ce référendum ne demandera pas la fermeture de l'aéroport, mais le blocage d'un projet d'extension coûteux. L'objectif est donc de sécuriser le service public (sauvetage, formation, innovation) et de privilégier les transports collectifs et le rail, au détriment d'un tourisme de luxe à forte empreinte carbone.

Les comptes sont bons, mais beaucoup sont laissé·es pour compte

Le Parti socialiste du Valais romand (PSVR) s'est opposé aux comptes cantonaux 2025, jugeant que les bénéfices présentés ne sauraient occulter les défis sociaux et environnementaux actuels. Le parti pointe notamment du doigt les situations de précarité, la pression sur le budget des ménages, les difficultés du système de santé et les enjeux liés aux forces de la nature.
Critiquant une vision purement comptable, le PSVR soutient que l'action publique doit avant tout viser l'amélioration de la qualité de vie de la population. Il s'oppose aux projets d'allègements fiscaux fondés sur ces excédents, redoutant une fragilisation des services de l'Etat. Le PSVR préconise au contraire de mobiliser ces moyens financiers pour consolider les secteurs clés du social, de l'éducation, des soins et de la protection du territoire.

Changement de présidence pour le groupe socialiste au Grand Conseil

Réuni en séance préparatoire, le Groupe socialiste au Grand Conseil a élu Emilie Teixeira et Paola Riva Gapany comme cheffe et vice-cheffe de groupe. Elles succèdent à Sarah Constantin qui a fait preuve d'un engagement sans faille durant les 5 dernières années. Comme l'a déclaré le président Clément Borgeaud : « sa conviction et sa détermination ont contribué à faire bouger les lignes sur de nombreux dossiers ». Merci à Sarah et tout le meilleur à Emilie et Paola.

Le Parti socialiste du Haut-Lac s'engage à l'unanimité en faveur de la fusion intercommunale

Réuni en assemblée générale à Vionnaz le 19 mai, le Parti socialiste du Haut-Lac s'est prononcé à l'unanimité en faveur de la fusion des quatre communes de la région.
Pour la présidente Esther Posse, ce regroupement est indispensable pour aider les villages à faire face à des défis majeurs, tels que la hausse des coûts, la gestion des infrastructures et la complexité administrative. Les membres ont souligné les nombreux atouts de ce projet, notamment le renforcement du poids de la région face au canton, le soutien à l'économie et au tourisme, ainsi que l'officialisation de collaborations déjà bien ancrées. Tout en veillant à préserver l'identité de chaque localité, la section du Haut-Lac a annoncé qu'elle participerait activement aux débats en vue de la consultation populaire prévue à l'automne 2026.



Touche pas à mes dimanches !

Comme l'hirondelle revient au printemps, il est un débat qui refait inlassablement surface dans la bouche des libéraux et des puissants milieux économiques : celui de la dérégulation du monde du travail.

Qu'il s'agisse de l'extension des horaires de travail, du travail de nuit ou de la réduction des temps de repos, ce sont toujours les mêmes ritournelles qui reviennent, au nom du profit, du rendement et du sacro-saint argent (Amen !).

En Valais, par exemple, ce refus a atteint près de 65 % des votants.

L'année dernière déjà, on parlait de l'allongement de la durée du travail et de la réduction du temps de repos minimum entre deux journées. Cette année, le 22 avril, le Conseil fédéral a approuvé les conclusions d'une commission du Conseil des États, qui vante les mérites d'une ouverture des commerces douze dimanches par année – rien que ça !

Brillante proposition née des méandres du canton de Zurich, où, une fois n'est pas coutume, sinon vivent, du moins gravitent, l'élite– que dis-je – l'aristocratie économique suisse.



La voilà, vent debout pour défendre les ouvertures dominicales avec des arguments aussi fallacieux que grossiers : tels un éléphant dans un magasin de porcelaine, ses défenseurs prétendent que ces ouvertures permettraient de lutter efficacement contre l'érosion du commerce physique face au commerce en ligne et de sauver les petits commerçants. Elles auraient même, selon eux, le mérite de faciliter la vie de tout le monde…

Tout cela en faisant fi des scrutins populaires cantonaux, qui ont systématiquement refusé l'extension des horaires d'ouverture des commerces. En Valais, par exemple, ce refus a atteint près de 65 % des votants.

Derrière ces offensives se cachent plusieurs réalités :

- Un manque de respect flagrant envers les travailleurs de la vente, dont les conditions actuelles sont déjà loin d'être optimales et qui ne bénéficient que très rarement de la prospérité économique.
- Une méconnaissance des besoins des petits commerces : loin de les aider, ces mesures favoriseront surtout les grandes enseignes, qui ne font pas face aux mêmes charges ni aux mêmes loyers.
- Un aveuglement idéologique, véritable ode à l'ultralibéralisme, où tout devient consommable, à toute heure, en tout lieu, par n'importe qui.
- Une dérégulation progressive de notre mode de vie : car, pour la vie sociale, familiale et culturelle, il est essentiel de préserver un jour de repos commun à tous.

Le Conseil des Etats, lors de la session d'été, a tiré un coup de frein à cette proposition en refusant cette initiative cantonale. Ce n'est cependant qu'une accalmie dans le ciel orageux qui plane au-dessus des travailleurs du commerce de détail.

En effet, le Conseil national, plus à droite et moins enclin à de réelles actions en faveur des plus faibles et des plus précaires, doit encore se prononcer. Cette victoire d'étape sera peut-être balayée par le vote du National, mais elle encourage à « résister ».

Surtout, elle nous obligera à lutter, dans la rue déjà, en récoltant des signatures contre cette législation inique, mais ensuite aussi dans les urnes pour défaire les thuriféraires de l'ultralibéralisme à la sauce zürichoise, qui n'ont de cesse d'avancer leurs pions.

Souvenons-nous-en lorsqu'il faudra voter sur les ouvertures du dimanche, mais souvenons-nous-en surtout lorsqu'il faudra renouveler le Parlement fédéral en 2027 !

Valentin Aymon

Quand la rue refuse de plier



Les quelques incidents qui ont émaillé la manifestation contre le G7 à Genève ont fait couler beaucoup d'encre.

Les rares dégradations en marge du cortège ont éclipsé la mobilisation de dizaines de milliers de manifestant·es venus exprimer des exigences politiques claires par ce dimanche caniculaire.

Les images valent de l'or pour les médias habitués au sensationnalisme. Une Tesla incendiée, une banque taguée, les vitrines d'un cabinet de conseil qui volent en éclat : ces images chocs, véritables usines à clics pour une presse en quête d'audience, ont servi de diversion parfaite pour passer sous silence les revendications contre ce sommet des puissances impérialistes

Si l'on remonte le fil de l'histoire, on se rappellera qu'il y a plusieurs décennies, le 21 juin 1973 à Paris, se déroulait une manifestation antifasciste d'une tout autre radicalité. Répondant à l'appel de la Ligue communiste (LC), des milliers de manifestant·es avaient alors pris d'assaut un meeting raciste organisé par le mouvement néofasciste Ordre nouveau (ON). Le thème de la réunion : « Halte à l'immigration sauvage ! » Un message qui semble presque familier vu de Suisse tant cette thématique a été utilisé à toutes les sauces par l'UDC.

Lors de cette mobilisation antifasciste, les membres de la Ligue communiste, appartenant à la mouvance trotskyste, débarquent casqués et armées de plusieurs centaines de cocktails Molotov. Le siège d'Ordre nouveau est également attaqué. Bilan : 76 blessés parmi les forces de l'ordre, deux fourgons de police secours incendiés, tout comme des voitures de particuliers. Le local d'ON fut saccagé et ses occupant·es contraints de fuir par les toits.

Cette manifestation s'inscrivait dans une période marquée par les victoires révolutionnaires, du Vietnam à l'Amérique latine en passant par l'Angola.

Cette manifestation s'inscrivait dans une période marquée par les victoires révolutionnaires, du Vietnam à l'Amérique latine en passant par l'Angola. Elle s'inscrivait également dans l'après mai 68 qui avait ouvert la voie à des démonstrations de force de militant·es de gauche.

Si la radicalité de rue demeure, c'est sa structure qui a évolué, passant de la discipline à l'autonomie. En 1973, l'action était ultra-organisée, hiérarchisée et menée par des Services d'Ordre partisans qui avançaient en rangs, casqués et souvent armés de barres de fer. Aujourd'hui, la disparition de ces organisations structurées a laissé la place à la tactique du Black Bloc : une pratique horizontale et anonyme. Il n'y a plus de chef ni de carte de parti. Les individus se fondent dans une masse éphémère pour saboter les symboles du capitalisme avant de se disperser. Dans les deux cas, le cœur du problème reste le même : le refus de laisser à l'Etat le monopole de la violence légitime.



Cinquante-trois ans séparent ces deux époques, mais le logiciel de l'ordre bourgeois, lui, n'a pas pris une ride. En renvoyant dos à dos la violence de l'opprimé et celle de l'oppresseur, l'Etat tente d'instaurer ce fameux « chilling effect » – dont on parlait il y a quelques pages – pour paralyser toute volonté de révolte. Mais la mémoire sociale est tenace.

Face à la rhétorique de la peur et à la criminalisation de la contestation, la meilleure réponse reste la résistance sans ambiguïté. Car hier comme aujourd'hui, l'avenir ne se bâtira pas sur la complaisance face aux dérives capitalistes et néofascistes, mais dans la rue, aux côtés des camarades qui luttent sans concession pour la justice sociale et l'égalité des droits pour toutes et tous.

Yoann Bodrito

Sources et photo :
https://www.autonomiedeclasse.org/antifascisme/21-juin-1973-interdire-physiquement-les-meetings-fascistes/



CFF, Poste, service public : le Valais se fait dépouiller en silence. Jusqu'à quand ?

Après avoir participé à la manifestation contre la fermeture des offices postaux, il y a quelque chose de profondément inquiétant en Valais. Les guichets ferment, les offices postaux disparaissent, les équipes CFF sont sous pression permanente. Et pourtant, la rue reste vide.

Ce silence n'est pas un hasard. Ce silence permet à Berne et aux directions de continuer à démanteler nos services publics sans résistance visible.

Des exemples concrets : le Valais paie déjà le prix du démantèlement

Sierre : un guichet CFF réduit à peau de chagrin

A Sierre, deuxième ville du canton, les horaires du guichet ont été réduits au strict minimum. Résultat : files d'attente, usagers perdus, personnes âgées livrées à elles-mêmes. Et pendant ce temps, les CFF expliquent que « le digital suffit ». Sauf que tout le monde n'a pas un smartphone, et encore moins la capacité de naviguer dans des applications complexes.



Photo générée par IA

Sion Nord : un office postal transformé en « agence partenaire »

Traduction : moins de personnel, moins de compétences, moins de services. Les habitants doivent parfois faire plusieurs kilomètres pour un simple recommandé. C'est ça, la « modernisation » selon La Poste : moins pour les régions, plus pour les profits.

Brigue : pression maximale sur les équipes ferroviaires

Les agents de train et de gare tirent la sonnette d'alarme. Horaires éclatés, sous-effectifs chroniques, réorganisations permanentes. Et pourtant, aucune mobilisation d'ampleur. La peur de représailles est réelle, palpable.

Gewerkschaft des Verkehrspersonals
Syndicat du personnel des transports
Sindacato del personale del trasporti

Vallées latérales : disparition progressive du service public

Dans le Haut-Valais comme dans le Valais central et dans le Bas-Valais, les offices postaux ferment les uns après les autres. A Sion Nord, St-Léonard, la liste s'allonge chaque année (14 actuellement). Pour les personnes âgées, les familles modestes, les personnes sans voiture, c'est un recul concret de l'égalité territoriale.

Les employé·e·s valaisans sont à bout, mais on les laisse se battre seuls. Dans les dépôts, les centres de tri, les gares, la colère est là. Mais elle reste enfermée. Pourquoi ? Parce qu'on a réussi à faire peur. Parce qu'on a isolé les travailleurs. Parce qu'on a fait croire que protester, c'était risquer sa place.

Pendant ce temps, les directions avancent sans opposition visible. Pendant que nous restons silencieux, Berne continue le démantèlement. Chaque guichet fermé, chaque poste supprimé, chaque service externalisé est une victoire pour ceux qui rêvent d'une Suisse où le service public n'existe plus que sur le papier.

Soyons honnêtes :

- si le Valais ne se mobilise pas, personne ne le fera pour nous.
- si nous ne défendons pas nos gares, nos offices, nos lignes, ils disparaîtront.
- si nous ne faisons pas masse, nous serons les premiers sacrifiés.

Le Valais a une tradition de résistance. Il est temps de la réveiller.

Nous sommes un canton de montagnes, de villages, de vallées. Ici, le service public n'est pas

un luxe : c'est un pilier de la cohésion territoriale. Sans lui, ce sont les régions périphériques qui trinquent. Ce sont les familles modestes qui trinquent. Ce sont les personnes âgées qui trinquent.

Le Valais a déjà montré qu'il savait se battre pour ses droits. Alors pourquoi rester silencieux aujourd'hui ?

La gauche valaisanne doit remettre la lutte au centre

Le Parti socialiste valaisan doit être clair :

- **La rue est un outil politique,**
- **La solidarité est une force,**
- **Le service public est non négociable.**

Nous devons soutenir les syndicats, amplifier leurs actions, occuper l'espace public, rappeler que les CFF et La Poste appartiennent au peuple – au peuple valaisan aussi.

Conclusion : si le Valais ne se lève pas maintenant, il se réveillera trop tard

Les employé·e·s des CFF et de La Poste et du service public ne demandent pas des privilèges. Ils demandent du respect, des moyens, et la possibilité de servir correctement la population valaisanne.

La rue doit redevenir un lieu de lutte. Un lieu de solidarité. Un lieu de résistance. Parce que laisser mourir le service public en silence, c'est laisser mourir une partie du Valais.

Christian Roduit,
membre SEV, vice-président USV

Carnet noir

Henri Carron : un engagement d'exception

Le 12 juin, notre camarade Henri Carron s'éteignait à l'âge de 73 ans.

Juriste de haut niveau, avocat talentueux reconnu unanimement par ses pairs, il était encore et surtout pour nous un militant, un dirigeant et un élu d'exception.

Militant, lorsque dans son village de Fully, à une époque où le climat politique pouvait être délétère, il s'engagea avec courage et conviction pour promouvoir et structurer les idées socialistes.

Dirigeant, en tant que vice-président du PSVR durant plusieurs années, il anima la commission politique, chargée notamment du programme du parti et des réponses aux consultations du Conseil d'Etat sur les divers projets législatifs.

Dans cette fonction de vice-président, il fut un soutien précieux et indéfectible du soussigné.

L'élu, le conseiller général de Fully mais surtout le député (1989–2001) et le chef du groupe parlementaire, siégeant dans un contexte où l'antisocialisme primaire avait encore de nombreux partisans, il excella de par sa connaissance des dossiers, la rigueur de ses analyses et la pertinence de ses interventions.

Dans ce mandat, il porta un regard critique et une attention toute particulière sur notre justice et son fonctionnement qui, régulièrement, ne répondait pas aux exigences et à la neutralité attendues d'une telle institution.

Dans ce même registre, il s'est battu avec ténacité, éclats parfois mais aussi diplomatie afin que toutes les sensibilités politiques soient représentées au sein du Tribunal cantonal. Sa persévérance trouva son achèvement avec l'élection en 1995 de Françoise Balmer Fitoussi, première socialiste à entrer dans cette instance.

Henri Carron n'est plus ! Mais nous qui l'avons connu et côtoyé savons ce que notre parti lui doit. Et ce fut non seulement un plaisir de militer à ses côtés mais aussi un privilège et un honneur tant sa personnalité, sa convivialité, son engagement, sa force de travail et ses convictions nous furent précieuses et enrichissantes.

Vers sa famille et ses proches vont nos pensées émues et notre sincère affection.

Repose en paix mon camarade !

Charles-Edouard Bagnoud,
ancien président du PSVR

le peuple.VS

Abonne-toi ou souscris un abonnement supplémentaire à Fr. 5.- ici

+9,0°C

L'anomalie thermique moyenne de cette fin juin pourrait atteindre +9,0°C, soit davantage que lors de l'épisode exceptionnel de mai 2026, dont la période de retour était estimée à plus de 1000 ans.

18 août	**18 h 30**	**Comité directeur**
15 septembre	**18 h 30**	**Comité directeur**
29 septembre	**18 h 00**	**Comité directeur**
	19 h 00	**Conseil de parti**
27 octobre	**18 h 30**	**Comité directeur**
7 novembre	**16 h 00**	**Congrès du PSVR**
24 novembre	**18 h 00**	**Comité directeur**
	19 h 00	**Conseil de parti**

PS Parti socialiste du Valais romand

Le peuple.vs est produit par une rédaction composée de militant·e·s. La rédaction est ouverte à chaque membre du PSVr. Nous accueillons volontiers vos textes à l'adresse: redaction@le-peuplevs.ch (max. 1700 caractères).

Le vengeur masqué



Après la manifestation NOG7 du 14 juin à Genève, la conseillère d'Etat socialiste Carole-Anne Kast a déclaré que la police avait été « exemplaire ». Alors que plus de 250 personnes ont été nassés arbitrairement et illégalement pendant près de 10 heures. Ces personnes qui avaient suivi les ordres policiers ont été récompensées en étant privées de leur droit sans accès à de l'eau ou des toilettes. Exemplaire, c'était aussi le cas de ces policiers en civil qui se sont brutalement attaqués à un homme qui rentrait chez lui après la manifestation ainsi qu'à une cycliste qui passait par là dans le quartier des Pâquis. Exemplaire, c'était également ces tirs tendus illégaux de flashballs ou de gaz lacrymogènes qui visaient indiscrètement les gens qui se trouvaient sur le parcours de la manifestation. Exemplaire ? Ce n'est en tout cas pas de mener une politique de droite quand on est « socialiste ».

Impressum

Mensuel
15e année

Site internet : www.lepeuplevs.com

Rédaction : Yoann Bodrito
redaction@le-peuplevs.ch

Abonnement : annuel CHF 95.–
de soutien CHF 130.–
supplémentaire CHF 5.–
membres JSVr CHF 50.–
abonnement@le-peuplevs.ch

Tarifs de publicité : CHF 200.– (1/8 page)
CHF 400.– (1/4 page)
CHF 800.– (1/2 page)
CHF 1600.– (page complète)

Administration et publicité : Le Peuple.VS
Rue de Conthey 2 - 1950 Sion
079 443 76 41
publicite@le-peuplevs.ch

Maquette: Romaine Zufferey

Parution: 11 numéros par année